

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Profits-pour-les-privatisees-pertes-pour-l-Etat>

Profits pour les privatisées, pertes pour l'État

- Argentine - Économie - Privatisées -

Date de mise en ligne : mardi 2 mars 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Septième partie d'un document des Économistes de Gauche (EDI) qui est le programme "pour la récupération populaire de l'économie".

En comparaison au fanatisme privatisateur de Menen et au simple suivisme de Duhalde, le gouvernement met en oeuvre une politique plus diversifiée sur le terrain des services publics. Il propulse la re-étatisation dans un cas (contrôle du spectre radioélectrique), la re-privatisation dans deux secteurs (Correos et Lapa-Dinar) et il renégocie les contrats sous menace d'annuler les licences en vigueur (Aguas Argentinas, Aeropuertos Argentinos). Dans d'autres secteurs, il a renouvelé les contrats en transférant à l'État les coûts d'investissement (chemins de fer et péage), discute par le menu des augmentations tarifaires déjà été mises en pratique (électricité et gaz) et il maintient sans changement le cours actuel (pétrole).

Cette diversité d'orientations ne s'appuie sur aucune explication. "Négociateur cas par cas" est un simple postulat officiel que les fonctionnaires mettent en oeuvre sans aucune justification logique. Pourquoi dans certains cas doit-il appliquer un critère et dans d'autres l'opposé ? C'est un mystère que le gouvernement considère inutile de dévoiler. Il revient simplement à le confier à l'habileté du négociateur de Lavagna ; comme si le ministre agissait comme représentant de toute la population. Les législateurs ont ratifié cette délégation d'attributions, mais l'avis des utilisateurs brille par son absence. Il n'y a pas d'auditions publiques, ni de consultations des habitants sur la méthode à suivre sur le terrain des privatisations.

Le gouvernement élude ces consultations parce qu'il connaît le climat d'hostilité qui existe entre la population et les entreprises. Les dernières enquêtes indiquent que 8 utilisateurs sur 10 s'opposent à la poursuite des concessions et dans beaucoup de cas des avis fermes pour la re-étatisation dominent.

Dans ce cadre Lavagna cherche à désactiver cette opposition avec des manoeuvres et des gestes qui assurent la continuité de la grande affaire capitaliste. C'est pourquoi le gouvernement manie avec tant de précaution l'introduction des énormes argumentations de tarifs, dites les « tarifazos ».

Kirchner diabolise certains concessionnaires (poste, eaux) pour améliorer les relations avec d'autres (pétrole, gaz). Les vives critiques qu'il formule en public sont complètement oubliées dans les négociations en catimini avec les compagnies. Le président est un expert dans l'exercice de ce double discours et dans l'énonciation de déclarations dures dans le pays qui se transforment en commentaires conviviaux en Espagne ou aux Etats-Unis. Tandis que dans les tribunes on affirme que "rien est tranché » en matière de tarifs", dans les lettres confidentielles envoyées au FMI apparaissent les dates de ces augmentations.

Tout le contournement officiel tend à dissimuler la continuité de la division néo-libérale du travail qui domine depuis les années 90 et qui assigne les grandes affaires du secteur public à des groupes privés et les pertes ou les investissements pour l'État. Avec quelques déguisements, ce critère persiste actuellement. La concession de Correos, par exemple, a été annulée parce que sa rentabilité s'est avérée très inférieure à celle prévue et les 1000 millions de pesos de la redevance due par le concessionnaire - le groupe Macri - demeurent maintenant dans un flou juridique ; tandis que l'intervention étatique cherche des candidats pour la re-privatisation.

L'annulation d'une autre concession (Thales Spectrum) a provoqué une grande surprise médiatique, parce que le non-respect des contrats constitue un comportement habituel en Argentine. Mais le respect de certaines règles commerciales de base n'est pas une mesure favorable au peuple, ni un acte qui permet de baisser les services publics. C'est simplement une condition pour que l'ensemble des capitalistes puissent faire des affaires dans le cadre légal qu'ils gèrent eux-mêmes et qui les favorise.

Mais même sur ce terrain, le gouvernement se conduit avec un pragmatisme prudent pour éviter que la révision de quelques escroqueries ne dérive dans une réclamation généralisée contre les privatisations. C'est pourquoi, il a besoin de dissimuler que les arguments utilisés pour révoquer une concession s'avèreraient applicables à la grande majorité des concessions. Les justifications exposées pour faire tomber le contrat de contrôle radioélectrique (c'est un secteur stratégique, des irrégularités ont été enregistrées, les rapports de l'audit sur la gestion du service sont négatifs, les obligations d'investissement n'ont pas été remplies) pourraient retomber sur tout les autres entreprises privatisées.

Au lieu de souligner ces contradictions, les économistes hétérodoxes applaudissent le pragmatisme gouvernemental. Ils éliminent "l'opposition simpliste entre privatisation et étatismes" et se montrent "contre les deux extrémités". Mais quelle est la convenance sociale d'étayer cette absence de critères et de revendiquer l'arbitrage du gouvernement ?

Pour mettre en oeuvre un modèle de re-industrialisation et recomposition des recettes populaires il faut récupérer la gestion et la propriété publique des entreprises stratégiques. Il ne s'agit pas d'une option, mais d'une nécessité. Le domaine public direct des ressources et des activités clef de l'économie est vital, parce que dans ces domaines se définissent les principaux prix et les coûts déterminants du processus productif. Spécialement dans un pays périphérique et dépendant comme l'Argentine cette gestion publique est indispensable pour affronter les pressions des grandes multinationales.

Quelques hétérodoxes affirment que la propriété publique est inutile si l'état obtient de « capturer » le revenu des ressources naturelles essentielles comme le pétrole et le gaz. Mais jusqu'à présent, l'expérience a démontré qu'en ce domaine c'est irréalisable avec la privatisation. Les concessionnaires connaissent, conduisent et manipulent les données demandées pour amoindrir le revenu du profit. En tout cas, un système de contrôle efficace finirait par être plus coûteux et inefficace que l'appropriation publique directe.

Comment reconstruire les services publics

Donner carte blanche au gouvernement pour analyser les contrats "cas par cas" conduit seulement à perpétuer des services actuellement coûteux et inaccessibles pour la majorité de la population. Dans certaines activités comme l'eau, la situation est dramatique parce que le non-respect de la concession a laissé des millions de personnes sans eau potable, ni égout, tandis que l'entreprise refuse d'investir et essaye de destiner ses recettes à l'annulation de passifs externes injustifiables.

Cette même absence d'investissements a déterminé une situation d'effondrement latent dans le domaine énergétique qui apparaît à la surface quand la relance augmente la demande. Le manque structurel d'investissements entraîne des coupures d'énergie par la simple hausse de la production, tandis que les orages aboutissent à des coupures du courant invariable. Pénaliser les compagnies avec des amendes pour ces échecs ne résout pas les problèmes des utilisateurs. Alors, parier qu'on finisse la construction Yacyretá ou d'Atucha II pour augmenter le débit en énergie équivaut à reconnaître encore une fois que l'État se charge des investissements. La question est toujours celle-ci. Si les investissements dans des barrages, dans des centrales ou sur des routes c'est l'État qui les effectue : Quel sens cela a-t-il de maintenir la privatisation des services ?

La révision elle-même des contrats confirme que l'annulation des privatisations n'exigerait aucun type d'indemnisation. Plutôt ce devrait être les concessionnaires qui devraient réparer les dommages qu'ils ont provoqués durant les dernières années, en percevant des tarifs dollarisés ou en versant à l'extérieur les bénéfices à la place d'investissements dérisoires. La re-étatisation ne suppose pas de retourner à la vieille gestion bureaucratique et mafieuse des entreprises publiques puisque, dans un tel cas, le remède serait aussi nuisible que la maladie. Il faut introduire une nouvelle modalité de gestion démocratique tripartite partagée par des fonctionnaires, travailleurs et utilisateurs.

La priorité de ce programme est un secteur que le gouvernement maintient sous un silence total : le pétrole. Kirchner préserve ici l'ancienne association avec REPSOL-YPF, qu'il renouvelle à chaque voyage en Espagne. Il ne faut pas oublier que plusieurs des hommes clés de son gouvernement (Parrilli, Féllner, Gaviola) ont joué un rôle central dans la vente de YPF à Repsol. Les dommages que provoquent ces privatisations à l'ensemble de l'économie nationale sont incommensurables. La société pétrolière continue en jouissant du privilège de percevoir à l'étranger 70% des devises obtenues de l'exportation, tandis qu'elle obtient des dividendes par la différence qui existe entre le prix international (28 dollars) et le coût local d'exploitation (4 à 10 dollars). Seulement, l'année passée le bilan de REPSOL-YPF a indiqué 1.800 millions de dollars de profit.

On estime qu'entre janvier 2000 et septembre 2003 l'ensemble des compagnies de ce secteur ont facturé 12.600 millions de dollars et ont réinvesti 4.000 millions. Les 8.600 millions de dollars encaissés constituent une somme plus que suffisante pour faire face à un ambitieux plan d'investissements dans tous les secteurs déficitaires des services publics. L'argent qui ne peut pas s'auto-générer dans le domaine ferroviaire, énergétique ou de l'eau - en maintenant ou en réduisant les tarifs actuels - pourrait être obtenu grâce à ce revenu pétrolier. Si les entreprises publiques sont réorganisées comme un secteur financièrement unifié une redistribution de ce type d'investissements serait possible.

Mais ce programme requiert aussi la reconstruction rationnelle des services qui ont été détruits par le « menémisme » et que le gouvernement actuel rustine avec des actions démagogiques ou ridicules. La relance d'un "train social", qui transporte les plus appauvris au moyen de voyages épuisants que l'omnibus effectue en quelques heures, confirme seulement la segmentation des services entre un secteur efficace disponible pour les riches et la classe moyenne et un autre secteur d'unités déglinguées pour les pauvres et indigents.

Avec les fonds issus de l'unification financière des services publics, on pourrait réduire cette fracture en mettant en marche un plan de modernisation des chemins de fer et en le dirigeant, aussi, vers sa reconversion pour augmenter le transport de céréales. Il s'avère possible de réhabiliter tout le réseau et de recréer les postes de travail pour mettre en place un modèle de services publics bon marché et efficaces.

Traduit pour El Correo par : Estelle et Carlos Debiasi

Par l'EDI *

Buenos Aires, janvier 2004

*** Groupe d'Économistes de Gauche composé de :** Luis Becerra, José Château, Alfonso Florido, Guillermo Gigliani, Claudio Katz, Eduardo Lucita, Jorge Marchim, Andres Méndez et Pedro Resels.